



BOA Express
TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ EN UEMOA*

BOA Express | BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

* sauf en Côte d'Ivoire

www.lemedium.info

Spécial

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0328 du 14 au 18 Février 2019- Prix : 250 F CFA

CONSEIL DES MINISTRES DELOCALISE : P.3

L'énergie, les élections locales et le Forum Togo-UE au menu



Faure Gnassingbé lors du conseil des ministres

ECONOMIE :

Un Forum Togo-UE pour le soutien du Plan National de Développement

P.4&6



La table d'honneur lors de la conférence de presse dédiée à l'évènement

ECONOMIE / GOUVERNANCE :
La gestion de la Loi de Finances 2017 n'a pas respecté le scénario de croissance accélérée de la SCAPE



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

P.4

ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2019 AU NIGÉRIA :
La CEDEAO très impliquée P.5



Une vue de la salle de situation de la Mission d'Observation électorale à Long Terme de la Verrai au Nigéria.

DISTINCTION / PRIX SUNHAK DE LA PAIX 2019 :
Le président de la BAD fait don de son prix de 500 .000 dollars à la lutte contre la faim en Afrique P.6

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo
Jeudi 14 Février 2019
Matin:
Ciel serein
26°C
Après-midi:
Ciel serein
34°C



1^{ère} Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015
Certificat N° FS703571
Qualité de service, notre engagement

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

CORIS BANK INTERNATIONAL

EDITO

Etre humble

Le succès dans toute vie humaine passe par l'humilité. L'humilité est une vertu qui doucement nous mène vers le mont du succès.

L'être humain, imbu de sa personne, de sa condition existentielle est perdu. Totalement perdu car il lui manque une chose essentielle.

Aveuglé volontaire ou par faute de son entourage, un entourage qui préfère le voir très aveuglé pour le manipuler à dessein, l'Homme est réduit à sa minuscule personne. L'Humilité lui fait défaut et l'amène à se croire très intelligent, très fûté, très habile, bref très important par rapport à autrui. Or, ce dernier dans son ignorance et son manque d'humilité est enclin à toute sorte d'actes asociaux et abaissants. Les yeux fermés par ce manque d'humilité, l'Homme se croit au-dessus de son prochain et va ainsi à sa déperdition.

Le plus grave, c'est lorsque dans son entourage immédiat, guidé par la cupidité et le profit, par un manque d'amour et une sorcellerie qui ne dit pas son nom, on refuse de dire ou de faire admettre à cet être humain qu'il va à la dérive. On préfère le tromper et le voir tomber bas. C'est très dommage.

Puisse l'humilité être notre domaine de définition.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

COOPERATION:

Deux navires français ont fait escale à Lomé pendant 4 jours

Le Porte-Hélicoptères Amphibie (PHA) Mistral et le Patrouilleur de Haute Mer (PHM) Commandant Birot ont fait escale du 8 au 11 février à Lomé. Cette escale de routine s'est déroulée dans le cadre de la mission Corymbe.

La mission Corymbe, initiée en 1990, a pour objectif de renforcer la sécurité maritime dans la zone du golfe de Guinée, en réponse aux demandes des pays de la zone. Elle permet par ailleurs l'entraînement des forces françaises en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon) et la mise en place d'exercices de coopération militaire avec les pays de la zone, comme cela a été le cas avec la marine togolaise.

La mission Corymbe permet le déploiement quasi permanent de un à deux bâtiments français dans le golfe de Guinée depuis 1990. C'est dans le cadre de cette mission que le PHA Mistral et le PHM Commandant Birot ont fait escale à Lomé durant quatre jours.

L'ambassadeur de France se rend sur le Mistral

Cet imposant bâtiment a reçu



Un des navires à quai au Port autonome de Lomé

l'ambassadeur de France, M. Marc VIZY, qui, après s'être rendu sur le PHA Mistral en hélicoptère Alouette 3, a été accueilli par un piquet d'honneur, avec le chef d'état-major de l'armée de l'air togolaise et le représentant du chef d'état-major de la marine togolaises. Un déjeuner y a été organisé, à l'invitation du capitaine de vaisseau Vincent SEBASTIEN, commandant du bâtiment, le vendredi 8 février. Une réception a eu lieu le soir, à laquelle étaient invités des représentants de la communauté française au Togo ainsi que des autorités civiles et militaires togolaises.

Le Mistral a également été visité par une délégation de

coordination avec la marine togolaise. L'objectif des missions Sagne est de renforcer l'interopérabilité entre les marines française et africaines dans le domaine de la lutte contre l'insécurité maritime.

Cette escale a été l'occasion pour les élèves de l'Ecole du Service de Santé des Armées de Lomé (ESSAL) de visiter le PHA Mistral. La mission de coopération de sécurité et de défense de l'ambassade de France au Togo soutient cette Ecole Nationale à Vocation Régionale (ENVR) depuis 1998.

Enfin, l'équipage des deux navires français a mis en place une action de coopération de la marine à destination d'un orphelinat togolais.

Source : Savoir News

Togoentrepotarchive.com

Togo Entrepôt Archives est une société qui offre les services suivants :

Stockage des archives - Audit - Numérisation - Incinération des archives

Nous disposons d'une équipe pour réorganiser vos archives et des locaux pour externaliser vos archives

Notre ambition :

Donner la possibilité à nos clients de réaliser des économies mais surtout de préserver la mémoire de leur entreprise.

Nous disposons d'une équipe d'une équipe pour classer vos archives, les numériser et les incinérer.

Tél : 22 20 05 53

Cél : 91 06 88 07/

93 54 72 00

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

bsi.

1ère Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015
Certificat N° FS703571
Qualité de service, notre engagement

Merci pour votre confiance.

La Banque Autrement
www.corisbank.tg



Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

CONSEIL DES MINISTRES DELOCALISE :

L'énergie, les élections locales et le Forum Togo-UE au menu

Le Conseil des Ministres d'hier (Préfecture de Yoto) sous la présidence du Président de la République, a étudié en 1ère lecture, le projet de décret fixant les conditions d'octroi et de retrait du droit d'accès au réseau électrique national de distribution, présenté par le ministre des mines et des énergies.

Par Ali SAMBA

Le premier décret adopté par le Conseil porte sur les modalités de délivrance et de retrait de la licence pour la production, la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique à base des sources d'énergies renouvelables.

Dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), le Gouvernement, sous la haute impulsion du Chef de l'Etat, s'est engagé à garantir à nos populations, l'accès des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable à l'horizon 2030 et à promouvoir les sources d'énergies renouvelables en vue de diversifier les sources de production d'énergie électrique, longtemps basées sur les énergies fossiles. C'est dans cette optique que s'inscrit l'initiative présidentielle " CIZO " qui a pour ambition d'électrifier 100 000 ménages ruraux en trois ans et 300 000 en cinq ans.

Un autre décret adopté par le Conseil porte fixation du taux de l'intérêt légal au Togo au titre de l'année civile 2019.

Conformément à la loi uniforme n°2014-021 du 20 novembre 2014 relative au taux de l'intérêt légal dans les pays de l'UMOA, les intérêts légaux représentent l'indemnité due au créancier, à titre de dommages et intérêts moratoires, par le débiteur d'un engagement qui s'acquitte avec retard de l'exécution de celui-ci, à défaut d'un autre taux pré-



Le PM Kllassou s'exprimant lors du Conseil des ministres

ablement fixé par les parties pour le calcul du montant de réparation, en cas d'exécution tardive.

Ainsi, l'article 2 de la loi susmentionnée prévoit que le taux d'intérêt légal, en toute matière, soit fixé par décret pour la durée de l'année civile. Pour cette année, ce taux est fixé à 4,5 %.

La première communication présentée par le ministre chargé de l'administration territoriale est relative à l'organisation des élections locales.

Le Gouvernement a entrepris un processus de décentralisation devant aboutir, à terme, à l'organisation des élections locales. La première étape de ce processus, qui constitue l'un des axes forts du projet de société du Chef de l'Etat, a été l'adoption d'une feuille de route de la décentralisation et des élections locales, le 11 mars 2016 sur la base du rapport établi en 2015 par le comité technique mis en place à cet effet.

La deuxième étape a consisté au renforcement du cadre juridique indispensable à la mise en œuvre effective de la feuille de route à travers la modification de la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales et l'adoption de la plupart des textes d'application.

La troisième étape du processus

est relative à la communication sur la feuille de route et a été marquée par une vaste campagne de sensibilisation des populations aux niveaux régional, communal et cantonal ; l'objectif étant de les édifier sur les défis et les enjeux de la décentralisation. La dernière étape de la feuille de route consiste en l'organisation des élections locales coïncidant avec l'adoption des derniers textes restants, notamment le décret fixant le ressort territorial de la troisième commune de Doufelgou et le décret définissant le cadre du règlement intérieur des communes, préfectures et régions.

En ce qui concerne le décret relatif à la gestion du fonds d'appui aux collectivités territoriales, il sera soumis à l'examen et à la délibération du conseil des ministres; le montage du financement pour la construction partielle des sièges des nouvelles mairies étant en cours de finalisation.

Il faut noter que 1527 conseillers municipaux seront élus à l'issue des élections locales.

Une deuxième communication présentée par le ministre chargé du développement du secteur privé, a porté sur la tenue du premier forum économique Togo-Union européenne qui aura lieu les 13 et 14 juin

2019 à Lomé sur le thème "Bâtir des relations économiques, pérennes entre le Togo et l'union européenne". Ce Forum s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2018-2022 qui fait du secteur privé, le partenaire clé devant contribuer à sa réussite.

En effet, le secteur privé joue un rôle stratégique dans le financement des 2/3 du coût global du PND estimé à 4620 milliards de francs CFA. Il faut souligner que le Forum économique Togo-UE a pour objectif de promouvoir la destination Togo pour les investissements de l'Union Européenne en mettant en exergue les multiples opportunités d'investissement qu'offre le Togo grâce à sa position stratégique et à ses atouts naturels qui lui permettent de desservir l'ensemble de la sous-région.

Il est attendu à ce Forum environ 300 entrepreneurs dont 150 entrepreneurs des pays de l'Union Européenne et 150 hommes et femmes, entrepreneurs du Togo ainsi que 100 hauts fonctionnaires togolais et représentants d'institutions internationales.

Pour une parfaite organisation de ce Forum, le Premier ministre a organisé une réunion préparatoire avec les ministres concernés le 31 janvier 2019.

Dans les divers, le Président de la République a exhorté les membres du Gouvernement à traduire en actions et mesures concrètes, les décisions prises tendant à rapprocher l'administration des citoyens qu'elle est censée servir.

En marge des travaux du Conseil, le Chef de l'Etat a conféré avec les populations de Yoto sur les enjeux de développement de leur milieu. Il les a sensibilisées sur les actions prioritaires prévues dans le PND et qui ont vocation à améliorer leur vécu **quotidien**.

TRANSPORT AERIEN EN AFRIQUE:

Le rapport sur le MUTAA présenté par le Togo au sommet de l'UA

Robert Dussey, ministre togolais des affaires étrangères a présenté le rapport du président Faure Gnassingbé, "champion" du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA) à la 32e session de la conférence de l'Union africaine, document affichant les nombreuses actions menées.

Source : savoirnews

Le président togolais avait été désigné "champion" du marché unique aérien africain par ses pairs lors du 30ème sommet de l'Union africaine tenu le 29 janvier 2018 à Addis-Abéba, "en raison de sa vision du Togo et de l'Afrique".

Le Marché Unique Africain du Transport Aérien est un projet qui vise à unifier le transport aérien en Afrique et à libéraliser l'aviation civile sur le continent.

L'objectif poursuivi consiste notamment, à permettre aux compagnies africaines d'avoir une place prépondérante sur le marché africain, de



Prof Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

réduire les coûts et les obstacles réglementaires à l'interconnexion des villes africaines.

Selon le rapport du "champion", plusieurs actions ont été menées en collaboration avec la Commission et d'autres parties prenantes du secteur de l'aviation, en dépit des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du MUTAA.

Comme actions : le plaidoyer pour que tous les États membres rejoignent le marché, l'harmonisation des accords sur les services aériens entre les États, le renforcement des capacités des États membres et des CER, le renforcement de l'Agence d'exécution (CAFAC), la mobilisation des ressources et la nomination de Champions régionaux.

"S'agissant de l'adhésion au MUTAA, il convient de mentionner que 28 États membres ont, à ce jour, signé l'engagement solennel à en être membre : Bénin, Burkina Faso, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Tchad, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Afrique du Sud, Eswatini, Togo et Zimbabwe", souligne Faure Gnassingbé dans son rapport, présenté par M.Dussey.

Le président togolais invite les 27 autres États qui n'ont pas encore rejoint le MUTAA, à accomplir cette "importante formalité".

Dans cette optique, il entend "intensifier" des actions de sensibilisation auprès de ces États, afin de leur permettre d'adhérer au Marché Unique et d'atteindre, à la fin de cette année 40 membres et 55 membres

Suite à la page 7

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

PROGRAMME SELF HELP : L'AMBASSADE DES USA OCTROIE 11 MILLIONS FCFA POUR SOUTIEN DE PETITS PROJETS COMMUNAUTAIRES

Le programme "Self Help" de l'ambassade des Etats Unis au Togo fait de nouveaux bénéficiaires en ce début de mois de février. Une dizaine d'acteurs du monde associatif et communautaire ont ainsi reçu des financements pour des projets à l'intérieur du Togo. Des dotations qui représentent une enveloppe globale de 11 000 000 FCFA.

Self help est un programme d'assistance communautaire, lancé en 1964, qui vise à financer les microprojets de développement provenant des communautés locales. Le principal critère de sélection est l'auto-assistance. En effet, les bénéficiaires ne peuvent plus faire recours une nouvelle fois au programme. Un accent particulier est mis sur les projets ayant le potentiel de générer des revenus, de créer de l'emploi et de produire des compétences commercialisables (couture, élevage de bétail...).

Le montant maximal octroyé pour chaque projet s'élève à 5000 dollars.

Source : @Togofirst

A KARA : FIN DE FORMATION POUR DES PRESTATAIRES EN PLANIFICATION FAMILIALE EN TECHNIQUE DE COUNSELING RED1

Des prestataires en planification familiale venus des différents districts sanitaires de la région de la Kara, ont bouclé ce week-end dans cette ville située à environ 420 km au nord de Lomé, une formation en counseling, a constaté le correspondant de l'Agence Savoir News.

Le counseling désigne un ensemble de pratiques aussi diverses que celles qui consistent à orienter, aider, informer ou traiter. En général, on retient trois aspects majeurs : on travaille dans la durée, on assiste à un changement dans l'état psychologique du client et le dispositif peut s'étendre de la relation duelle au groupe.

Cette formation a pour but de développer les compétences des prestataires de services de santé en technique de counseling, afin que ceux-ci soient en mesure d'expliquer les concepts de base de la communication et de mener un counseling en utilisant les principes fondamentaux et conduire le counseling selon le modèle RED1 et surtout renseigner le client sur les différentes méthodes de planification.

Il était essentiellement question de renforcer les connaissances des participants sur les méthodes de courte durée d'action, les méthodes naturelles, la MAMA et les méthodes de barrière, les méthodes de longue durée d'action (implants et DIU) et permanentes (ligatures des trompes et vasectomie).

La formation a également permis de standardiser les compétences cliniques pour l'offre des services de DIU et implants, de faire la pratique des compétences d'offre de services et enfin d'élaborer un plan d'action.

A l'issue de cette formation, les prestataires maîtrisent parfaitement la prescription de toutes les méthodes contraceptives comme l'affirme Mme Santa Zoumayina (sage femme au CHP Guérim kouka) : "Nous avons été formée sur le counseling qui est un entretien entre un prestataire et un client en vue de lui proposer des solutions et l'amener à choisir la meilleure des solutions".

"Désormais, j'ai toutes les compétences en counseling notamment comment recevoir, trouver des solutions et surtout comment accompagner le client ou la cliente à choisir elle-même, la solution à son problème de santé sexuelle", a-t-elle précisé. Précisons que cette formation, s'inscrit dans le cadre du "projet de Renforcement du système de santé, santé reproductive et droits sexuels Pro santé".

Le projet est mis en œuvre par GFA en collaboration avec les partenaires nationaux, GIZ et le projet KFW.

Ce projet vient ainsi appuyer les efforts du gouvernement pour améliorer la santé reproductive et droits sexuels (SRDS), inscrits dans le Plan stratégique intégré pour la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de la jeunesse 2018-2022 au Togo.

Source : @Savoir News

Zozo

LES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT OUTILLÉS PAR LE GIABA À LOMÉ

Depuis ce lundi 07 février, les magistrats, inspecteurs de douanes et officiers de police togolais sont en formation d'une semaine, pour renforcer leur capacité en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Cette session est organisée par le Centre de formation des professions du justice (CFPJ), en partenariat avec le Groupe intergouvernemental d'actions contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (GIABA).

Il s'agit d'une formation avancée, la dernière d'une série de trois sessions. Ainsi, les acteurs de la lutte anti-corruption vont plancher sur " des thématiques plus pointues ", explique Suzanne Fiawonou, directrice du CFPJ: des thématiques comme " les techniques d'enquête spéciales, l'évaluation des risques au niveau national, les sociétés écran et la stratégie de leur identification ".

Ce sera également le lieu d'apprendre et échanger sur les stratégies à mettre en place pour lutter efficacement contre le blanchiment de capitaux au Togo. En ce sens, le CFPJ entend faire de cette formation " le couronnement de la lutte contre ces infractions ", avec, à terme, la possibilité de poursuites, de condamnations et de saisie des avoirs au profit de l'Etat togolais.

Notons que cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet SAMOUA, de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest, financé par l'Union Européenne.

Source : @Togofirst

LE MINISTÈRE DU COMMERCE VEUT PRÉCISER LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE DU TOGO

Le Ministère en charge du commerce et de l'industrie travaille à la production d'un document de politique et de stratégie industrielle pour le Togo. C'est à la faveur d'un atelier de six jours, qui se tient depuis ce lundi 11 février, dans la ville de Notsè (94,3 km au nord de Lomé), et qui réunit des experts de différents secteurs économiques, industriels et de la société civile.

Pour ces travaux, il s'agit de reprendre un document préalablement élaboré en 2013, de le mettre à jour et de l'améliorer, afin qu'il s'ajuste aux objectifs actuels du Togo, surtout dans le cadre du Plan National de Développement (PND).

Selon Luciano Fewou, coordonnateur du Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au renforcement des capacités institutionnelles (PAMOCI), ce document devrait notamment permettre à l'Etat d'avoir une vision claire sur les actions à engager, ainsi que les axes prioritaires.

Par ailleurs, le texte vise également à fournir un état des lieux de l'industrie au Togo, ce qui renseignera les investisseurs, ainsi que les partenaires techniques et financiers, sur les actions et projets qui peuvent être financés.

Source : @Togofirst

ECONOMIE / GOUVERNANCE :

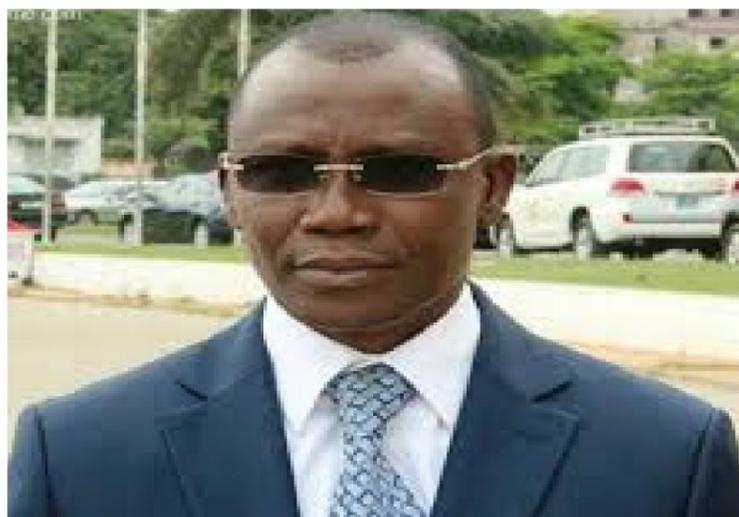
La gestion de la Loi de Finances 2017 n'a pas respecté le scénario de croissance accélérée de la SCAPE

Le budget 2017 a été est le dernier élaboré dans le cadre du cadrage SCAPE. La SCAPE a défini les priorités de développement et prévu comment les ressources du budget de l'Etat seraient allouées pour assurer une croissance économique accélérée, inclusive et génératrice d'emplois. Les priorités de développement ont été fixées selon les cinq (5) axes stratégiques suivants :

Axe 1 : le développement des secteurs à fort potentiel de croissance ; axe 2 : le renforcement des infrastructures économiques ; axe 3 : le développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi ; axe 4 : le renforcement de la gouvernance ; axe 5 : la promotion d'un développement participatif, équitable et durable. En plus de ces cinq (5) axes stratégiques formellement identifiés, il est constaté un volet de dépenses intitulé " Dotation commune non répartie (personnel, matériel, diverses et précaution) " que le ministère de l'économie et des finances a dénommé Axe 6 dans l'élaboration et l'exécution du budget de l'Etat.

Selon le cadrage macroéconomique de la SCAPE, les ressources propres de l'Etat étaient estimées à 541,3 milliards de F CFA en 2017. La Cour des Comptes l'a donc analysé afin d'apprécier dans quelle mesure l'allocation des ressources a respecté le cadrage budgétaire d'une part, et la cohérence des dotations budgétaires par axe avec les priorités de développement déclinées dans la SCAPE (2013-2017), d'autre part.

Pour apprécier la cohérence de ce budget avec les objectifs définis



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

par la SCAPE, la Cour a procédé à une analyse comparative des estimations SCAPE pour 2017 et des dotations budgétaires 2017 par axe stratégique. Et selon elle, Il se dégage les constats suivants : - Globalement, les prévisions du budget 2017 sont nettement inférieures aux estimations de la SCAPE pour 2017 ;

- l'axe 1 qui concerne le développement des secteurs à fort potentiel de croissance estimé dans la SCAPE pour 12,75% en 2017 n'a reçu que 6,41% des dotations budgétaires 2017 ;

- l'axe 2, renforcement des infrastructures économiques est doté de 15,46% alors que l'enveloppe estimée par la SCAPE n'était que de 9,68% ;

- l'axe 3, développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi, en raison de son importance, a bénéficié d'une estimation de ressources de 38,16% dans la SCAPE. Dans le budget sous-revue, il a été doté de 23,79% contre 17,41% en 2016,

traduisant une meilleure prise en compte de cet axe dans le budget 2017 ;

- l'axe 4, renforcement de la gouvernance, reçoit 27,27% de dotation contre une estimation SCAPE de 25,88% ;

- l'axe 5, promotion d'un développement participatif, équitable et durable reçoit 4,19% du budget 2017, presque le double de de l'estimation SCAPE de 2,12% ;

- l'axe 6, dotation commune non répartie reçoit 22,88% du budget 2017 soit le double de l'estimation SCAPE 2017 de 11,41%.

Le constat de la Cour des Comptes est donc sans appel : dans l'ensemble, les orientations de la SCAPE qui consistent à allouer à chaque axe stratégique un pourcentage déterminé du budget pour permettre la réalisation des objectifs définis, n'ont pas été respectées. Ce constat est particulièrement frappant pour les axes 1, 2, 3, 5 et 6.

Par rapport à la dotation estimée de 1 039 200 000 000 F CFA pré-

vue dans le scénario de la croissance accélérée de la SCAPE, la dotation budgétaire de la gestion 2017 soit 878 227 540 000 F CFA, est nettement en deçà de l'estimation SCAPE de 15,49. Ce qui est contraire à la volonté du Gouvernement d'allouer à la SCAPE les moyens de sa réalisation. Mais l'analyse de l'exécution de cette dotation budgétaire par axe stratégique est indispensable pour en apprécier les résultats.

Les ressources propres de l'Etat estimées à 52,09% dans le financement du budget par la SCAPE, ont été prévues dans la LFR, gestion 2017 pour 667,344 milliards F CFA sur un total de 878,228 milliards soit 75,99%. A l'exécution, les recettes internes ont atteint 618,774 milliards sur un total de 714,746 milliards F CFA, ressortant un taux de 86,57%. Ces résultats montrent que finalement les ressources propres de l'Etat ont contribué plus que prévu au financement du budget, gestion 2017.

En conclusion, la Cour des Comptes retient que le budget de l'Etat, gestion 2017 ne respecte pas le scénario de croissance accélérée de la SCAPE en ce qui concerne l'enveloppe globale de même que la répartition des crédits par axe stratégique. Les distorsions constatées à ce niveau aussi bien en prévision qu'en exécution montrent que le budget 2017 n'est pas suffisamment ancré sur les objectifs de la SCAPE. Mais les ressources propres de l'Etat ont contribué plus que prévu au financement du budget 2017 (618,774 milliards contre 541,3 milliards F CFA prévus).

ECONOMIE : Un Forum Togo-UE pour le soutien du Plan National de Développement

La 1ère édition du Forum Économique Togo - Union Européenne se tiendra dans la capitale togolaise en Juin prochain, ont annoncé les membres du gouvernement hier à Lomé. Cette rencontre qui sera , placé sous le Haut Patronage du Président de la République Togolaise, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, a pour mission de faire connaître les grands enjeux économiques togolais aux investisseurs locaux, internationaux et à la diaspora togolaise afin d'engager leurs participations dans le développement soutenu, durable et inclusif du Togo, dans les secteurs et sous-secteurs prioritaires du Plan National de Développement (PND 2018 - 2022).

Selon le ministre du commerce Kodzo Adédzé, le Forum serait



La table d'honneur lors de la conférence de presse dédiée à l'événement

une plateforme de rencontres et de réseautage, pour des centaines des chefs d'entreprises togolais et des 28 pays de l'Union Européenne (UE), avec pour objectifs de faciliter des entretiens ciblés et de développer des

partenariats et des joint-ventures sur des projets bancables du PND et des entrepreneurs togolais.

Pendant les deux jours que durera le Forum Économique Togo - UE organisé à Lomé, les dirigeants politiques du Togo, des

centaines de chefs d'entreprises togolais et européens, des institutions d'appui à l'investissement et au commerce du Togo et de l'UE, des organisations régionales et internationales présentes au

Suite à la page 6

ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2019 AU NIGÉRIA :

La CEDEAO très impliquée

Comme tout processus électoral dans la région ouest africaine, la CEDEAO à l'instar du Sénégal s'implique dans les élections générales de 2019 au Nigéria. Ceci à travers une importante mission d'observation électorale sous la direction de l'ancienne Présidente du Libéria, Madame Ellen Sirleaf Johnson.

Par Crédo TETTEH

L'article 12 du Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, complémentaire au Protocole relatif au Mécanisme pour la prévention, la gestion, le règlement, le maintien de la paix et la sécurité des conflits (2001), prévoit que la CEDEAO peut aider un État membre à organiser des élections. Cette assistance peut prendre différentes formes, allant du déploiement d'une mission d'enquête préélectorale (article 13) au déploiement d'une mission d'observation d'élections (article 14).

C'est justement dans le prolongement de la mission de haut niveau de solidarité, qu'une mission d'enquête préélectorale de la CEDEAO s'est rendue dans le pays du 1er au 15

novembre 2018 afin d'évaluer l'état de préparation aux élections.

Ainsi donc pour maintenir l'appui de la CEDEAO à la République fédérale du Nigéria, la Mission d'observation électorale à long terme a été déployée le 13 janvier 2019 et ce jusqu'au 26 février 2019 afin de maintenir l'engagement de tous les acteurs critiques du processus électoral.

Précisons que le 16 février et le 2 mars 2019, la République Fédérale du Nigéria organisera son sixième tour des élections législatives depuis le retour du régime démocratique en 1999. Bien que les élections démocratiques se soient normalisées, les élections générales de 2019 constitueront les premières élections générales auxquelles participeront les Nigériens nés après la fin de la dictature militaire.

En effet, selon les statistiques d'inscription des électeurs, les jeunes âgés de 18 à 35 ans représentent 51,11% de l'électorat. Considéré comme la "génération des médias sociaux", ce groupe démographique est particulièrement actif sur les plateformes de médias sociaux, ce qui a entraîné un virage radical des médias traditionnels vers les médias sociaux



Une vue de la salle de situation de la Mission d'Observation électorale à Long Terme de la Verrai au Nigéria

en tant que média de choix pour le discours et l'engagement politiques. Néanmoins, l'anonymat que les plateformes de médias sociaux offrent aux utilisateurs a ouvert l'espace politique permettant de délibérer et de manifester des tentatives de désinformation et le phénomène des "fausses informations", avec ses propres conséquences négatives sur le discours politique.

Après les élections de 2015 qui ont abouti à un transfert pacifique du pouvoir du Parti démocrate du peuple (PDP), alors au pouvoir, au parti d'opposition All Progressives Congress (APC), lors d'une élection largement jugée crédible, les élections générales de 2019 offrent une occasion unique au Nigéria pour l'expérience démocratique relativement récente du Nigéria.

La tension dans le système politique est encore exacerbée par les attaques contre le pouvoir judiciaire du gouvernement, cristallisées par la mise en accusation du Juge en chef du Nigéria (CJN) devant le Tribunal du code de conduite (CCT) pour délit de déclaration d'actif. À cette situation s'ajoute la tendance émergente et sans précédent de l'échange généralisé de votes constatée au cours des deux dernières élections hors cycle

précédant les élections générales de 2019.

En outre, les élections de 2019 devraient se dérouler dans le contexte d'une détérioration de la situation sécuritaire, caractérisée par le terrorisme dans le nord-est; le banditisme dans le nord-ouest (Sokoto, Zamfara, Katsina); affrontements entre agriculteurs et éleveurs la ceinture moyenne (Bénoué, Plateau, Kwara); conflits ethno-religieux à Kaduna; les agitations séparatistes et enlèvements dans le Sud-Est; militantisme et soulèvement illégal dans le delta du Niger.

Notons que c'est pour la première fois dans l'histoire politique du Nigéria après l'indépendance, qu'un nombre sans précédent de candidats participeront aux scrutins de 2019. 73 candidats se disputant les fonctions de président de la République. Malgré cette multitude de candidats, le scrutin présidentiel est généralement considéré comme un affrontement entre les deux plus grands partis politiques, le parti au pouvoir, et le principal parti de l'opposition, le PDP, et devrait être l'un des plus achalandés.

Environ 84 millions d'électeurs sont inscrits pour voter lors des prochaines élections.



Madame Ellen Sirleaf Johnson, ancienne Présidente du Libéria.

Les femmes moins représentées dans la vie politique

Au Nigéria, la représentation des hommes et des femmes dans la vie politique reste faible, car moins de 7% des législateurs sont des femmes, ce qui en fait l'une des proportions les plus faibles d'Afrique, malgré une population électorale très nombreuse. Cela contredit les 35% d'actions décisives pour la représentation des femmes à tous les processus de gouvernance, comme le prévoit la Politique nationale pour l'égalité des sexes (2006). Une évaluation des administrations passée et actuelle montre que le Nigéria a encore du mal à actualiser au moins 30% de représentation féminine dans la gouvernance à tous les niveaux.

À l'heure actuelle, l'Assemblée nationale compte 469 législateurs, dont 109 au Sénat et à la Chambre des représentants. Seulement 7 femmes au Sénat et 22 femmes à la Chambre des représentants. Ainsi, les femmes législatrices représentent 6,2% tandis que les législateurs masculins, 93,8%. En outre, au niveau de l'Assemblée nationale, il y a 51 femmes sur 990 membres, représentant 5,2% du total des membres. Cinq des 36 États du pays comptent des femmes occupant leurs postes de gouverneurs adjoints, parmi lesquels: Osun, Ogun, Lagos, Rivers et Enugu.



Le Président Nigérien, Mahamadou Buari

Les défis de la participation des femmes à la vie politique tournent toujours autour de la culture, des traditions et de l'argent, bien que les groupes de défense des femmes et des femmes aient de plus en plus le courage de mobiliser et de soutenir un groupe de femmes qui ont manifesté leur intérêt à occuper des postes de direction ou à faire campagne. Pour l'adoption de quotas de genre en politique.

L'avis à manifestation d'intérêt est lancé ce 11 février et sera clôturé le 28 février 2019 à 10h 00 (heure locale). Par ce canal, l'Office togolais des recettes (OTR), agissant en qualité d'organe d'exécution du Projet d'appui à la gouvernance fiscale (PAGFI), invite le cabinets, qui peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification, à pré-

senter leurs candidatures en vue de réaliser les développements spécifiques pour l'échange des données entre l'Office togolais des recettes, le Système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP), le Centre de formalités des entreprises (CFE) et l'Institut national des statistiques économiques et des études démographiques (INSEED). Les services prévus comprennent (i) le développement, le test et la mise en service des composantes logicielles, dans chacune des quatre institutions impliquées (OTR, SIGFiP, INSEED et CFE) nécessaires pour permettre un échange sécurisé et automatisé d'informations entre les cadres de ces institutions depuis leurs bureaux ; (ii) le développement, le test et la mise à disposition d'une application mobile (Android et

IOS) qui permettra aux cadres de consulter les informations partagées à partir de leurs appareils mobiles, y compris lorsqu'ils sont hors de leurs bureaux ; (iii) l'interfaçage entre le serveur central et les applications métiers de chacune des quatre institutions (OTR, MINEFI/SIGFiP, CFE et INSEED) en vue d'un échange automatisé des informations ; et (iv) la formation et le transfert des compétences afin que les utilisateurs et les équipes informatiques des quatre institutions soient autonomes dans l'exploitation et la maintenance de la solution déployée.

Le Togo a reçu de la Banque africaine de développement (BAD), au titre de la Facilité d'Appui à la Transition (FAT), un financement d'un montant de 12,47 milliards de francs Cfa en vue de financer le Projet d'appui à la gouvernance fiscale. L'objectif principal du projet est de doter l'Office togolais des recettes d'un arsenal moderne de collecte des ressources fiscales afin de les accroître de manière substantielle et de renforcer la transparence dans la mobilisation des ressources financières. Spécifiquement, ce projet vise aussi la communication efficace et l'éducation des contribuables au civisme fiscal, et la modernisation et le renforcement des capacités institutionnelles de l'OTR.

Zozo

PND : BIENTÔT, UN PARC LOGISTIQUE MULTISERVICE DE PLUS DE 50 HA À ADAKPAMÉ POUR DÉSENGORGER LE PORT DE LOMÉ

En vue de désengorger le Port de Lomé, devenu la principale plateforme portuaire en Afrique de l'Ouest, un parc logistique multiservice de plus de 500 000 mètres carrés (50 ha) va être implanté à Adakpamé, banlieue Est de la capitale, a appris Togo First.

Le projet serait actuellement à l'étape des études géotechniques sur le site, à quelques encablures de l'enceinte portuaire, ont confirmé les autorités togolaises, estimant que les travaux proprement dits devraient démarrer dans les prochains mois.

"Ce projet est porté par Togo Invest et aujourd'hui, nous pouvons confirmer que les études géotechniques sont en cours sur le site, avec un financement français, et dans quelques mois, les travaux pourront démarrer.", avait confié à Togo First, Kanka-Malik Natchaba, coordonnateur de la Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des Projets prioritaires (CPES), dans une interview.

Selon Togo Invest, holding d'Etat chargé des investissements au Togo et porteur du projet, "l'infrastructure sera composée d'une route dédiée avec accès au port, d'un complexe de guérite sécurisée à la limite de la zone portuaire, un espace de stationnement pour les camions, des infrastructures de base sur le site et autres installations appropriées (logistique et centre de contrôle, bureaux, logements et restaurants)."

La réalisation de cette plateforme qui nécessitera à termes, des investissements estimés entre 40 et 60 millions \$, se pose comme une solution aux parkings anarchiques.

Selon les autorités locales, le projet "s'intègre parfaitement dans l'axe 1 du PND", qui vise la mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région.

Si aucune information n'a encore filtré en ce qui concerne le volume de camions attendu ainsi que les modalités de financement de cette infrastructure, les statistiques montrent une nette progression du trafic de camions. Au premier semestre 2018, le trafic a atteint 72 630 camions, alors qu'il n'était que de 111 636 pour toute l'année 2017.

Source : @Togofirst

Nuptia
Evénement-ciel

Organisation de voyage de noces
Reportage photo/vidéo Listes de mariage

Traiteur
Dragées Cadeaux
Célébration des naissances

Diners d'affaires Gala
Petit déjeuner d'affaires

Cocktails
Wedding cake
Fleurs à gogo

Bouquets à domicile
Fêtes à thème
Soirées VIP
Entertainment de vie de jeune fille / garçon

Location de voitures
Mise en beauté
Sans esthétique

France: (+33) 06 23 24 61 30
Togo: (+228) 90 19 50 80
(+228) 90 20 05 40

Soufflez
on s'en occupe!

Zozo

LA START-UP TOGOLAISE GOZEM VA SE DÉPLOYER AU BÉNIN, CAMEROUN, BURKINA FASO ET MALI, EN 2019

Gozem, la start-up basée à Lomé, spécialisée dans le transport de passagers, prévoit d'étendre ses services en Afrique de l'ouest et centrale cette année, a annoncé hier la compagnie d'Emeka Ajene. Après avoir testé Lomé, la pousse qui s'est lancée il y a un peu plus de deux mois dans la capitale togolaise, s'annonce sur les marchés béninois, maliens, burkinabè, et camerounais. "Gozem proposera bientôt son application dans toute l'Afrique sur différents types de véhicules. La société ouvrira en 2019 au Bénin, au Cameroun ainsi qu'au Burkina Faso et au Mali.", a fait savoir son top management.

Plateforme technologique de transport lancée en novembre dernier, Gozem revendique plus de 50 000 téléchargements en moins de 3 mois d'activités exclusives à Lomé. Fort de ce succès, il vient d'ajouter une nouvelle fonctionnalité de réservation de taxis (voiture) à son offre.

Source: @Togofirst

TOGO : UN PORT SEC À CINKASSÉ, EN MODE PPP POUR DESSERVIR L'HINTERLAND

Au Togo, le gouvernement envisage de construire, en partenariat public-privé, un port sec à Cinkassé, ville frontalière du Burkina Faso, située à 657 km de Lomé, la capitale.

L'infrastructure qui s'étalera sur une superficie 100 hectares permettra de conteneuriser et de renforcer le corridor de transport entre le Port de Lomé et la ville de l'extrême-nord du Togo.

Alors que la plateforme portuaire togolaise est devenue la principale de la sous-région, selon l'analyste maritime néerlandais Dynamar, le projet du port sec porté par Togo Invest dans le cadre du corridor Lomé-Cinkassé, est devenu nécessaire. Selon les premières informations, l'ouvrage sera doté d'installations douanières pour les marchandises du Burkina Faso, du Ghana et du Niger, d'entrepôts pour la déconteneurisation et distribution de fret, ainsi que d'un guichet unique et de bureaux pour l'aménagement des procédures et organisations logistiques. Aussi est-il prévu la mise en place d'installations et d'équipements modernes pour le transfert de cargo entre camions.

Selon les études, les flux de marchandises vers l'hinterland devraient se situer à 10 230 000 tonnes par an d'ici 2040, contre 3 786 000 tonnes en 2015.

Source: @Togofirst

DISTINCTION / PRIX SUNHAK DE LA PAIX 2019 :

Le président de la Banque africaine de développement fait don de son prix de 500.000 dollars à la lutte contre la faim en Afrique

Lauréat du Prix Sunhak de la paix 2019, Akinwumi Adesina s'est engagé à redoubler d'efforts en faveur du combat que mène l'Afrique pour éradiquer la faim, la pauvreté et le chômage des jeunes. Le président de la Banque africaine de développement et sa co-lauréate Waris Dirie, qui s'est fait connaître dans le monde entier pour sa lutte contre les mutilations génitales féminines, se partagent le prix prestigieux d'un million de dollars, remis lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le 9 février 2019 à Séoul, en Corée du Sud.

" Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour libérer le plein potentiel de l'Afrique ", a déclaré M. Adesina. Reconnu à l'échelle internationale pour sa détermination inébranlable à réduire la pauvreté dans le monde, M. Adesina a ajouté : " Ma vie n'a de sens que dans la mesure où elle contribue à sortir des millions de personnes de la pauvreté ".

M. Adesina a aussitôt annoncé qu'il faisait don de sa part de la récompense, soit 500 000 dollars, à la lutte contre la faim en Afrique.

" Le monde connaît d'énormes souffrances. Malgré tous les progrès accomplis, nous sommes loin de gagner la guerre contre la faim dans le monde. La paix est impossible dans un monde qui a faim. La faim continue de sévir dans les régions et les lieux en proie à des



Akinwumi Adesina, PRIX Sunhak de la paix 2019

conflits et à des guerres, ou en situation de fragilité. Ceux qui en souffrent le plus sont les femmes et les enfants ", a déclaré M. Adesina lors de la cérémonie de remise des prix.

Waris Dirie a joué un rôle majeur en attirant l'attention du monde sur la lutte contre les mutilations génitales féminines et sur la nécessité de promulguer des lois qui les interdisent.

" Les mutilations génitales féminines marquent leurs victimes de cicatrices physiques, émotionnelles et mentales ", a lancé Mme Dirie.

Plus de 200 millions de filles et de femmes aujourd'hui sont excisées, dans 30 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, où les mutilations génitales féminines

sont pratiquées sur les filles entre la petite enfance et l'âge de 15 ans, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Convaincu que l'instauration de la paix dans le monde passera par la sécurité alimentaire, M. Adesina a souligné que 1 % de la population la plus riche du monde détient à elle-seule 50 % des richesses de la planète.

" Il n'y a rien de plus important que de s'assurer de pouvoir nourrir le monde et d'éliminer la faim et la malnutrition. La faim est une ignominie pour l'espèce humaine. Une économie qui prétend être en croissance sans nourrir sa population est une économie défailante. Personne ne devrait avoir faim, quelle que soit sa couleur de peau - blanc, noir, rose, orange, etc., peu

importe ".

Le président de la Banque africaine de développement a déclaré aux participants, parmi lesquels se trouvaient plusieurs dirigeants internationaux : " Il faut rendre des comptes aux pauvres. Nous devons réduire les inégalités salariales dans le monde. Certes, nous avons besoin de richesses, mais nous en avons besoin pour tout le monde, pas seulement pour quelques-uns. Aujourd'hui, les pauvres sont dans l'impasse et ne reçoivent au mieux que les miettes qui tombent de la table des riches. Ce sentiment d'exclusion et le manque d'équité ou d'égalité entraînent souvent des conflits. Nous avons la possibilité de renverser la situation grâce à une agriculture durable qui soit une activité commerciale et non sous la forme d'un programme d'assistance ".

Plus de 1000 personnes d'influence venues du monde entier, parmi lesquels d'actuels ou d'anciens chefs d'État et de gouvernement, des dirigeants du secteur privé, des investisseurs et des experts en développement, étaient présents à cette remise du Prix Sunhak de la paix et au Sommet des dirigeants mondiaux pour la paix. Chaque année, le Prix Sunhak de la paix rend hommage à une personne ou à une organisation qui contribue notablement à la paix dans le monde et au bien-être de l'humanité.

ECONOMIE : Un Forum Togo-UE pour le soutien du Plan National de Développement

Suite de la page 4

Togo, des banques et fonds d'investissement, des intermédiaires d'investissements, des universitaires et les acteurs de la société civile du Togo se réuniront pour développer des partenariats public-privé privilégiés et des relations d'affaires entre le secteur privé togolais et des investisseurs européens, indique-t-on à la cellule du climat des affaires du Togo.

Selon le gouvernement togolais, l'organisation de la 1re édition du Forum économique Togo-UE marque une nouvelle étape dans le renforcement de la relation Togo/Union européenne. Depuis la reprise de la coopération entre les deux entités en novembre 2007, une relation fra-

ternelle reposant sur une coopération équilibrée s'est développée.

Avec son Plan National de Développement (PND), le Togo a lancé des chantiers prioritaires d'envergure dans des secteurs identifiés tels les transports et les infrastructures inhérentes, l'industrie et l'agriculture ou encore le renforcement des mécanismes d'inclusions. Le PND entend valoriser les investisseurs privés à hauteur 2999,1 milliards de FCFA (4,73 milliards d'euros) sur quatre ans. Autant de projets qui seront présentés individuellement dans les prochains mois et qui seront mis à l'honneur lors de ce forum économique.

Le Programme du premier Forum Economique Togo-UE comportera comme principales

composantes:

- o Huit séances plénières thématiques sur des opportunités d'investissement dans les secteurs économiques tels que : l'agriculture et l'agro-industrie, l'industrie de transformation, l'énergie, l'infrastructure et les secteurs de services à valeur ajoutée, et seront animées par des industriels et des experts de renom ;

- o Six séances de réseautage (pause-café, déjeuners d'affaires, dîner de gala et cocktails) ;

- o Une séance de présentation des opportunités de financement de l'UE et des Institutions financières des Etats membres de l'UE pour soutenir l'investissement privé ;

- o Une séance de rencontres B2B (Business-to-Business

match-making) dédiée et pré-arrangée entre les entrepreneurs togolais et les investisseurs potentiels européens. Cette séance vise à faciliter les rencontres pour développer les échanges bilatéraux entre les investisseurs européens et togolais.

Un site web dédié à l'évènement sera lancé dans les prochains jours et permettra aux entrepreneurs de s'inscrire aussi bien pour la participation à l'évènement que pour postuler à l'appel à candidatures des projets.

Une centaine de projets du secteur privé togolais et de la diaspora seront sélectionnés pour être présentés aux investisseurs.

Nous y reviendrons !

Koudjoukabalalo

ECONOMIE / LUTTE CONTRE LES FAUX MÉDICAMENTS :

Succès de l'opération CRIPHARM 4

Les activités de l'Unité de Coordination Opérationnelle (UCO) de l'opération de la lutte contre la criminalité pharmaceutique dénommée "opération CRIPHARM 4" qui s'est déroulée du 4 au 13 à février a pris fin sur une note de satisfaction.



Photo de famille

Le travail durant ces 10 jours était de recueillir, corriger et introduire les saisies effectuées par les administrations de douanes dans le CENcomm (plateforme de communication sécurisée de l'Organisation Mondiale de Douane). Ils ont aussi échangés des informations et renseignements avec les agents des services opérationnels des 23 pays d'Afrique de l'Ouest et du centre, notamment les points focaux désignés pour la circonstance ainsi qu'avec les correspondants nationaux des BRLR-AO et AC.

Ces experts ont aussi émis des messages d'alertes, de saisies et de réponses. Le message d'alerte n° 2 du Togo en date du 7 février 2019 à l'attention de certains pays de l'Afrique de l'Ouest a permis aux

agents des douanes du Bureau des Investigations Criminelles et des Stupéfiants (BICS) des douanes Sénégalaises de réaliser une saisie de 37 cartons de pâte dentifrice, dont 16 de la marque indiquée dans l'alerte, pour défaut de présentation d'un document justifiant la régularité de leur détention.

167 saisies répertoriées dans le CENcomm, dont 110 produits pharmaceutiques sont les résultats à mi-parcours de 10 jours de coordination

à Lomé. L'opération continue jusqu'au 23 février 2019.

Pour Etienne Sama II, "notre mission en tant que membre de l'UCO c'était justement de coordonner cette opération coup de poing de lutte contre la criminalité pharmaceutique. Aujourd'hui, le commerce illicite des médicaments et produits pharmaceutiques est de plus en plus sollicité au regard de l'augmentation de l'activité économique. Ce trafic est devenu très

fructueux plus fluide, même plus que la drogue. Le problème de santé est un problème qui touche nos populations, les administrations des douanes ont voulu apporter une réponse collective dans la lutte contre ce trafic qui sévit dans notre région.

La mission des membres de l'unité de coordination était non seulement de coordonner l'opération mais également de sensibiliser les 23 pays membres de la région OMD Afrique occidentale et centrale, recueillir et collecter, analyser, traiter et introduire dans la base de données SENcomm "a déclaré le directeur du BRL R Afrique Centrale et les Grands Lacs.

Le Togo fait partie des membres de l'OMD qui veulent mettre en application ces recommandations. En abritant cette opération, le Togo sera mieux coté sur le plan international à en croire Mme Edo Siliandin, inspecteur de douane, chef division de renseignement et de l'analyse des risques à L'OTR.

Dodo ABALO

TRANSPORT AERIEN EN AFRIQUE:

Le rapport sur le MUTAA présenté par le Togo au sommet de l'UA

Suite de la page 3

d'ici 2021, date d'adoption du PIDA-PAP 2.

"En ce qui concerne l'harmonisation des accords de service aériens, nous avons initié deux réunions au cours desquelles plusieurs États membres du MUTAA ont procédé à l'harmonisation de leurs Accords Bilatéraux sur les Services Aériens (BASA), afin d'éliminer les obstacles à leurs marchés de transport aérien", a-t-il précisé.

Il s'agit de la 4ème réunion du Groupe de travail ministériel sur le MUTAA, tenue à Lomé, en mai 2018 et de la réunion de négociation sur les services aériens de l'aviation civile internationale qui a eu lieu à Nairobi en décembre 2018.

Par ailleurs, poursuit le "champion" dans son rapport, 16 pays ont signé un mémorandum pour harmoniser leurs Accords bilatéraux dans le cadre du MUTAA. En outre, 10 autres États membres ont signé un nouvel

accord bilatéral sur les services aériens conforme à la Décision de Yamoussoukro.

"Pour ce qui est de la mobilisation des ressources, du renforcement des capacités de l'Agence d'exécution du marché unique du transport Aérien Africain (CAFAC), la Commission a tenu deux (réunions de consultations avec les parties prenantes du secteur de l'aviation respectivement, à Abidjan en mars 2018 et à Dakar en janvier 2019. Ces réunions ont permis

d'élaborer un Plan d'Action prioritaire pour le MUTAA au titre de la période 2018-2019 et d'élire le Secrétaire Général de la CAFAC", souligne le rapport.

"Il convient de souligner que lors de la réunion du Groupe de travail ministériel de Lomé sur le MUTAA, j'ai personnellement tenu des consultations avec certaines parties prenantes, notamment la Commission de l'UA, la CAFAC, la BAD, l'IATA, l'AFRAA, l'UE, la Banque Mondiale (BM) et l'OACI", a mentionné Faure Gnassingbé.

"Ces parties se sont engagées à apporter un soutien technique financier estimé à 5 millions de dollars US pour la mise en œuvre du Plan d'Action Prioritaire", dévoile-t-il.

"Au cours de cette année, il est nécessaire de procéder à la nomination des Champions à l'échelon régional. Nous allons œuvrer, de concert avec les Présidents des Communautés Économiques Régionales (CER), pour parvenir à cette fin", a promis le "champion" du marché unique aérien africain.

Il a renouvelé ses félicitations aux États membres qui ont adhéré au MUTAA et invité les autres à le faire dans les meilleurs délais possibles. Il se réjouit également des "progrès accomplis dans le cadre du lancement du Marché Unique et du renforcement des capacités de la CAFAC".

En vue de la poursuite du plaidoyer relatif à la promotion du MUTAA, le président togolais a suggéré que cette question soit inscrite à l'ordre du jour des réunions des Communautés Économiques Régionales (CER).

"Il est également souhaitable que le MUTAA soit inscrit parmi les projets relevant de l'Initiative présidentielle sur les infrastructures", a-t-il conclu.

Zozo

UN NOUVEAU BÂTIMENT FLAMBANT NEUF POUR LA MAIRIE D'ATAKPAKAMÉ

L'Hôtel de ville d'Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé) dispose désormais d'un nouveau bâtiment flambant neuf, le joyau inauguré mardi en présence des autorités locales, a constaté la correspondante de l'Agence Savoir News.

Côté des travaux : 41,902 millions de francs CFA. Il s'agit d'un don de la délégation spéciale à la population d'Atakpamé.

Le nouveau bâtiment comprend un rez-de-chaussée (quatre bureaux, deux salles de réunion, une salle d'attente pour le mariage, une salle d'habillage pour le président de la délégation spéciale pour la célébration des mariages, un grand magasin et un petit magasin). À l'étage se trouvent une salle de réunion, onze bureaux et deux salles d'eau.

But visé par la délégation spéciale en finançant la construction de ce bâtiment permettre à la mairie de mettre les usagers dans de bonnes conditions, afin de mieux répondre à leurs besoins.

"Une municipalité s'approprie de diverses manières dont l'une est la capacité des hommes investis à la gérer et l'autre qui est l'hôtel de ville dans lequel s'exerce l'autorité communale, symbole sacré pour les citoyens. Car, c'est le lieu où s'élabore la politique de la commune", a souligné Adjonou Kassagné (président de la délégation spéciale de la commune d'Atakpamé).

Pour Atantcho Komlavi Agbédzidzi (directeur des services techniques à la Mairie d'Atakpamé), c'est une "grande satisfaction", car le nouveau bâtiment va aider la population à faire de grandes réalisations sur tous les plans pour le développement de la commune.

De son côté, le préfet de l'Ogou Akakpo Edoh a remercié le président de la délégation spéciale d'Atakpamé et les agents de la municipalité pour ce joyau.

"On n'a pas besoin de grands moyens pour réaliser de grandes choses", a-t-il souligné, invitant les populations à un bon usage de l'infrastructure.

Source : @Savoir News

CANCER DU SEIN : L'ASSOCIATION EVNETVILSCO TOGO OFFRENT DES KITS SANITAIRES A 50 FEMMES AU CHU SO

L'Association "Espérance et Vie Nouvelle" (EVN) et Visco Togo ont offert ce mercredi, des kits sanitaires à cinquante femmes atteintes du cancer du sein et soignées au centre hospitalier et universitaire (CHU) Sylvanus Olympio de Lomé, a constaté une journaliste de l'Agence Savoir News.

Ces kits sont composés de : Bétadine sol liquide 500ml, Dakin sol liquide 500 ml, alcool 1L, coton hydrophile 500g, gant d'examen boîte de 100, sparadrap perforé, permanganate, eau de javel 5l, pain de savon moyen paquet de 5, Omo 1kg, papiers hygiéniques paquet de 10 rouleaux par femme, gel sanitaire désinfectant des mains 500ml, couvertures drap de lit et des sacs contenant les kits. Coût total des kits sanitaires : 1,475 million de francs CFA.

Ce geste des responsables de l'Association "Espérance et Vie Nouvelle" (EVN) et Visco Togo s'inscrit dans le cadre des activités d'Octobre rose 2018, mois dédié à la lutte contre le cancer du sein au Togo, reporté pour le début de l'année 2019 pour plus de disponibilité de l'ensemble des acteurs.

"Le cancer du sein touche la femme dans son intimité, mais la dépouille aussi de toutes ses économies. L'action de ce matin, est un geste d'humilité pour venir rendre visite à ces braves femmes combattantes de tous les jours et pour leur dire que leur combat est notre combat et que leur souffrance est notre souffrance. Car dans presque toutes les communautés aujourd'hui, il y a une personne souffrant de ce cancer. Nous souhaitons à ces femmes, beaucoup de courage pour transcender cette situation de maladie et garder foi au créateur", a confié Stéphan Avity (directeur exécutif de +EVN+).

"Nous voulons saisir cette opportunité pour féliciter aussi le corps médical qui malgré les moyens, les équipements et les infrastructures très limités, se dévoue et prend en charge nos malades. Un grand merci à ces braves acteurs", a-t-il ajouté.

Le cancer du sein est aujourd'hui l'une des maladies les plus mortelles pour la femme si elle n'est pas très tôt décelée et placée sous contrôle médical.

Source : @Savoir News



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



© Photographie : creativeboom

Concours Label PND

ouvert aux
togolais de
+18
ans

Dans le but de faire des citoyens togolais les véritables acteurs et bénéficiaires de toutes les actions du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 du Togo, le gouvernement de la République togolaise lance le présent concours dénommé « MON LABEL PND ». Ce concours ouvert au grand public vise la création du logotype qui sera le label certifiant toutes les actions du Plan National de Développement du Togo.

Envoyez-nous votre proposition de logotype vectorisé à l'un des formats suivants : EPS, PDF ou JPG au plus tard le 14 février 2019 à 23h 59mn à l'adresse mail suivante : concourslabelpnd@republiquetogolaise.com

- Pour plus d'informations sur le PND, allez sur le site www.republiquetogolaise.com et cliquez sur l'onglet PND
- Retrouvez le règlement intérieur du jeu sur le site : www.republiquetogolaise.com

LOTS À GAGNER

1^{er} PRIX

1.000.000

2^{ème} PRIX

500.000

3^{ème} PRIX

300.000